

La République à deux têtes

Ce qu'il y a d'excitant pour l'esprit dans le " nouveau cours " né des élections du 16 mars, ce n'est pas seulement que l'on va éprouver la solidité de la Constitution et que l'on verra comment, pour la première fois en France, la machinerie politique pourra fonctionner avec un **président de gauche et une majorité de droite**. Plus fondamentalement, il semble qu'une phase nouvelle de notre histoire s'ouvre parce que le peuple français est devenu plus mûr.

Durant toute la campagne, le sentiment s'est répandu que s'il fallait bien, pour la galerie, que les partis s'affrontent pour emporter des sièges : au fond, la marge était très étroite entre les moyens dont disposaient les uns et les autres pour gérer convenablement le pays. À partir du moment où l'on range dans un placard les drapeaux idéologiques (la gauche l'a fait en 1983 et la droite ces derniers temps, pour adopter un libéralisme bien tempéré), il n'y a plus de fossés infranchissables entre les démocrates. [...]

La France est là, ont pensé les électeurs, avec la lancinante plaie du chômage, les séquelles de la crise prenant pour chacun un visage spécifique. Personne, c'est maintenant évident, n'a de recette magique.

Le résultat des élections ne fait en somme que traduire une évolution des comportements qui apparaissait déjà à travers des sondages relativement récents. Oui, la société française a profondément changé depuis 1981. La montée du refus du clivage gauche-droite n'est plus constatée seulement chez les jeunes, mais également - et même un peu plus - chez les personnes âgées (1), comme si une longue expérience relativisait maintenant les messages politiques.

L'électeur de droite voulait certes vaincre les socialistes, mais était-il partisan d'une véritable " rupture avec le socialisme " ? Sans doute, face à la gauche, cet électorat veut-il une politique libérale et défend-il les thèmes sécuritaires, mais si l'on regarde ce que la droite ne veut pas, alors, là aussi, les idées reçues sont secouées. Non seulement elle repousse les extrémistes de son camp, mais le mot " conservateur " ne fait plus recette. L'" ordre moral " n'est plus pour elle ce qu'il était, et les électeurs de droite, dans leur majorité ne veulent ni remettre en cause l'IVG ni rétablir les tribunaux d'exception.

Les électeurs de droite s'opposent d'autre part à la suppression du SMIC, et, suivant les sondages, ne seraient pas favorables à la disparition de l'impôt sur la fortune et de l'attribution automatique de la nationalité française aux enfants d'étrangers (contrairement aux positions du RPR et de l'UDF). Ils ne veulent absolument pas d'une " nuit du 4 août " à l'envers, et s'ils sont favorables à la déréglementation (ce qui, dans leur esprit, signifie la réduction de la bureaucratie) et au renforcement de l'initiative individuelle, ils refusent nettement la remise en cause de la protection sociale, la suppression des subventions de l'État aux entreprises publiques, la diminution de la durée des indemnités de chômage. Peut-être trouvent-ils M. Reagan sympathique, mais ils ne voudraient en aucun cas de sa politique.

La fin du manichéisme entre majorité et opposition apparaissait nettement dans les sondages récents, si bien que la " cohabitation ", loin d'illustrer un mariage monstrueux, semble au contraire ouvrir des perspectives nouvelles intéressantes même si elles sont largement imprévisibles. Une majorité de Français estime le légitimisme présidentiel assez puissant pour que M. Mitterrand soit maintenu dans ses fonctions avec une majorité de droite. Beaucoup souhaitent que les adversaires d'hier deviennent les alliés de demain à l'intérieur d'un gouvernement d'union.

Les résultats électoraux ont manifesté à la fois les incertitudes de nos concitoyens et leur volonté de s'appuyer sur les deux grandes branches des familles politiques pour diriger le pays. Comme si aucune n'était de trop pour passer les caps difficiles. Voici donc une République où deux têtes valent mieux qu'une. Sans doute inconsciemment, mais avec plus de sagesse qu'on aurait pu le supposer, les Français amoureux de bagarres se sont dit qu'il y avait un temps pour tout.